

Avenant n° 28 du 15 décembre 2023
Relatif aux salaires minima des avocats salariés
(Convention Collective des cabinets d'avocats – IDCC n° 1850)

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'Union Professionnelle des Sociétés d'Avocats (U.P.S.A.),
représentée par : *Karier TERRYN*

Avenir des Barreaux de France (A.B.F.)
représenté par *Rene-Etienne ROSENSTIEN*

Le Syndicat des Avocats de France (S.A.F.),
représenté par

La Fédération Nationale des Unions des Jeunes Avocats (F.N.U.J.A.),
représentée par :

d'une part,

ET :

La Confédération autonome du Travail (C.A.T.),
représentée par : *Laure LACABRE*

La Fédération des services C.F.D.T. Branches des Professions Judiciaires,
représentée par : *Julie DUFOURNAUD*

La Fédération Nationale C.G.T. des Sociétés d'Études et de Conseil et de Prévention,
représentée par :

L'Union Nationale des Syndicats Autonomes (U.N.S.A.),
représentée par : *Said Darulaw*

La Fédération des Employés et Cadres Force Ouvrière (F.E.C.-F.O.),
représentée par :

La Fédération C.F.T.C. Commerce, Services, Force de Vente (C.S.F.V.C.F.T.C.),
représentée par : *Isabelle JOLLY*

La Confédération Française de l'encadrement, Confédération Générales des cadres
(C.F.E. - C.G.C.),
représentée par : *Antoine ORY-CHAUFFAULT*

Adc
Lh
JD
SD
d'autre part.

Avenant n° 28 du 15 décembre 2023
Relatif aux salaires minima des avocats salariés
(Convention Collective des cabinets d'avocats – IDCC n° 1850)

Les partenaires sociaux ont décidé de fixer comme suit les salaires minima annuels des avocats salariés, sur la base d'une augmentation de 3 %.

Article 1 : minima conventionnels pour l'ensemble des barreaux français hors Paris et Ile de France.

Avocat salarié	Salaire minimum annuel en euros
1 ^{ère} année	28 704
2 ^{ème} année	31 086
3 ^{ème} année	34 489
Après la 3 ^{ème} année	38 731
Avocat ayant 5 années d'expérience dans la profession ou titulaire d'une mention de spécialisation	48 353

Article 2 : minima conventionnels pour les barreaux de Paris et d'Ile de France

Avocat salarié	Salaire minimum annuel en euros
1 ^{ère} année	31 029
2 ^{ème} année	33 979
3 ^{ème} année	38 903
Après la 3 ^{ème} année	43 654
Avocat ayant 5 années d'expérience dans la profession ou titulaire d'une mention de spécialisation	52 131

Article 3 : date d'application du présent avenant

Pour les personnes morales membres d'une organisation patronale signataire du présent avenant, la date d'application est fixée au 1^{er} janvier 2024.

Pour les personnes morales non-membres d'une organisation patronale signataire du présent avenant, ce dernier sera applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension au journal officiel de la République française.

Avenant n° 28 du 15 décembre 2023
Relatif aux salaires minima des avocats salariés
(Convention Collective des cabinets d'avocats – IDCC n° 1850)

Article 4 : Demande d'extension

Les parties signataires conviennent qu'il sera demandé l'extension du présent avenant.

Mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Pour l'application de l'article L 2261-23-1, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur les minima conventionnels applicables aux salariés de la branche n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L 2232-10-1. En effet, ceux-ci doivent s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés.

Fait à Paris le 15 décembre 2023

LS
ML
LL
DD
OO
SO
AOL

Avenant n° 28 du 15 décembre 2023
Relatif aux salaires minima des avocats salariés
(Convention Collective des cabinets d'avocats – IDCC n° 1850)

UNION PROFESSIONNELLE DES
SOCIÉTÉS D'AVOCATS (U.P.S.A.)

Xavier TERRYIN

AVENIR DES BARREAUX DE FRANCE
(ABF)

SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE
(S.A.F.),

Romain Lin ROSENSTIEHL

FEDERATION NATIONALE DES
UNIONS DES JEUNES AVOCATS
(F.N.U.J.A.),

CONFEDERATION AUTONOME DU TRAVAIL
(C.A.T.)

Loire LACABETZ

FEDERATION DES SERVICES CFDT,
BRANCHE PROFESSIONS JUDICIAIRES
(C.F.D.T.)

Julie DUBOURNAUD

FEDERATION NATIONALE CGT DES
SOCIÉTÉS D'ETUDE ET DE CONSEIL ET DE
PREVENTION, (C.G.T.)

UNION NATIONALE DES SYNDICATS
AUTONOMES (U.N.S.A)

Said DARWANE

FEDERATION DES EMPLOYES ET CADRES
FORCE OUVRIERE (F.E.C. – F.O.)

FEDERATION COMMERCE, SERVICES,
FORCE DE VENTE CFTC (C.S.F.V.C.F.T.C.)

Isabelle SOLLY

CONFEDERATION C.F.E. – C.G.C.,

Antoine ORY-CHAUFFAUT